

ÉVÉNEMENT

Du (bon) sens d'une épargne responsable

Nécessité L'intégration des critères ESG a changé le comportement des investisseurs et des gestionnaires



© P. Maisas

STÉPHANE VIDAL,
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
PRIMONIAL

– Plus de dix ans après les premières apparitions du sigle ESG dans le débat public, plus personne n'oserait qualifier d'effet de mode la lame de fond qui a transformé et rebattu les cartes de l'industrie financière. A fortiori, au sortir de la crise sanitaire que nous laissons progressivement derrière nous. Car si celle-ci a tout d'abord provoqué un réflexe

naturel de thésaurisation accrue, l'engouement des épargnants pour ce nouveau type de placements « de conviction », déjà croissant, s'est vu conforté par leur besoin de reprendre le contrôle de leur épargne pour la mettre au service de leurs engagements personnels.

Au-delà de cette exigence, réelle et profonde, des investisseurs d'engager leur argent au service de causes (changement climatique, créations d'emplois, parité, droits de l'homme, etc.), et de la créativité dont ont fait preuve certains gestionnaires d'actifs pour proposer aux épargnants des supports toujours plus innovants, la prise en compte des critères ESG s'est imposée comme une nécessité de « bon sens » d'un point de vue financier.

Quel particulier envisagerait aujourd'hui d'investir dans un actif immobilier sans étudier sa consommation énergétique, ses connexions aux transports ou l'environnement local ? Quel investisseur institutionnel prendrait une participation dans un fonds de *private equity* sans s'interroger





sur la mise en œuvre d'une bonne gouvernance dans les entreprises détenues ? Quel gérant sélectionnerait une valeur sans analyser la rémunération de ses dirigeants et les actions relatives à la préservation de l'environnement dans la stratégie de la société ?

MESURE D'IMPACT ET REPORTING

—Aucun, évidemment. Les exemples ne manquent pas pour illustrer le fait que si une bonne gouvernance n'est pas nécessairement un facteur de surperformance en période faste, elle constitue un outil puissant de réduction des risques, donc de surperformance relative, sur le long terme. Que si une intégration rigoureuse des considérations sociales n'est pas en soi un gage de succès, son absence expose l'entreprise à un risque de réputation potentiellement destructeur de valeur.

Et que dire de la prise en compte des enjeux climatiques, dont la nécessité fait de plus en plus consensus ? Il reste cependant beaucoup à faire pour que cette dynamique se poursuive et qu'elle transforme en profondeur l'ensemble de l'écosystème financier. Notamment en allant plus loin dans la mesure d'impact et le reporting des initiatives mises en place : les actions prises doivent être transparentes et quantifiables. L'innovation technologique permet aujourd'hui de faciliter et d'harmoniser ce suivi.

Mais la technologie ne fait pas tout et la mobilisation de l'ensemble des professionnels de la gestion de patrimoine en matière de pédagogie sera clé pour que l'investissement socialement responsable ne se limite pas simplement à un label, mais s'impose en tant que conviction partagée et suivie d'effets.

